

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient verstaan te worden onder :

1° de Overlegcommissie : de Overlegcommissie voor het Onderwijs voor Sociale Promotie bedoeld bij artikel 15 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2° het Vast bureau : het Vast bureau bedoeld bij artikel 74 van het voornoemde decreet van 16 april 1991;

3° Decreet : het decreet van 14 november 2008 tot wijziging van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, ter bevordering van de integratie van zijn hoger onderwijs in de Europese ruimte van het hoger onderwijs;

4° Ministers : de Ministers belast met het hoger onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs met volledig leerplan.

Art. 2. De Overlegcommissie stelt de lijst op van alle vaardigheden van de afdeling waarvan het niveau gelijkwaardig met de graad van bachelor of een specialisatiegraad van de eerste cyclus van het hoger onderwijs met volledig leerplan zou kunnen worden erkend, overeenkomstig de artikelen 47, § 4, en 75 van het decreet.

Art. 3. De Overlegcommissie zendt de lijst van de vaardigheden en het voorstel van benaming van de graad bedoeld bij artikel 2 over :

1° aan de Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

2° aan het Vast bureau;

3° aan de Algemene Directie het Niet-Verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

4° aan de Algemene Raad van de hogescholen;

5° aan de Hoge Raad voor het Onderwijs voor Sociale Promotie;

6° aan de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde PMS-centra en aan de Coördinatieraad van het Onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap.

Art. 4. Tussen de veertigste en vijftigste werkdag die volgt op de datum van verzending van het dossier door de Overlegcommissie, roept de Voorzitter van het Vast bureau het Bureau samen om dit dossier te onderzoeken en een advies over te zenden aan de Overlegcommissie opdat ze zich zou uitspreken volgens de bepalingen van artikel 75 van het decreet van 16 april 1991. Het advies van het Vast bureau wordt gevoegd bij het advies overgezonden door de Overlegcommissie aan de Minister.

In geval van verschil van advies tussen beide instanties, beschikken allebei over een termijn van zestig werkdagen om overleg te plegen en tot een overeenkomst te komen. Wordt na deze termijn tot geen overeenkomst gekomen, dan worden beide adviezen aan de Regering overgezonden, die zich binnen de twee maanden uitspreekt.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheid het Onderwijs voor Sociale Promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 2973

[C — 2009/29449]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juillet 2007 portant création de l'équipe interne Walcomfin de la Communauté française

Le Gouvernement,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1^{er};

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment les articles 50, § 2, et 71;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes;

Vu l'arrêté royal du 18 mars 2009 reportant, en ce qui concerne la Communauté française, l'entrée en vigueur - au 1^{er} janvier 2010 - de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 octobre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 mai 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget et du Ministre de la Fonction publique, donné le 27 mai 2009;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la Déclaration de politique communautaire prévoyant la mise en place d'un seul modèle comptable et budgétaire avec les implications informatiques que cela induit;

Considérant l'état d'avancement des travaux préparatoires de la réforme de la comptabilité publique, appelé projet Walcomfin, et sa conformité avec les règles essentielles du Système européen des comptes nationaux et régionaux de la Commission (le SEC);

Considérant l'obligation d'établir des statistiques et des comptes, en suivant la méthodologie du SEC, et la nécessité d'automatiser ce rapportage;

Considérant la prochaine entrée en vigueur de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales de la nouvelle comptabilité publique au 1^{er} janvier 2010;

Considérant qu'il est nécessaire de préciser et d'actualiser les missions de la cellule Walcomfin afin de prévoir une cellule interne d'encadrement pour coordonner l'implémentation de cette nouvelle comptabilité et de mettre du personnel et des moyens à sa disposition;

Considérant la décision de la conférence interministérielle Budget Finances du 12 décembre 2008 sur le projet d'arrêté royal fixant le plan comptable applicable par l'Etat fédéral et les entités fédérées, confirmée par le Gouvernement de la Communauté française;

Considérant la décision du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2009 relative à la désignation des membres de la Commission de la comptabilité publique;

Sur proposition du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le deuxième alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 juillet 2007 portant création de l'équipe interne Walcomfin de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Elle est placée sous l'autorité du comité de pilotage visé à l'article 4 ».

Art. 2. L'organigramme visé à l'article 2 de l'arrêté du 6 juillet 2007 portant création de l'équipe interne Walcomfin de la Communauté française est remplacé par celui qui figure en annexe.

Art. 3. L'article 3 de l'arrêté du 6 juillet 2007 portant création de l'équipe interne Walcomfin de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Le chef de projet coordinateur fait rapport périodiquement sur l'exécution des missions aux organes décisionnels du projet et semestriellement au Ministre du Budget et des Finances ».

Art. 4. L'article 4 de l'arrêté du 6 juillet 2007 portant création de l'équipe interne Walcomfin de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. L'équipe interne pour la Communauté française est dirigée par le chef de projet coordinateur de l'équipe interne de la Région wallonne, sous l'autorité du Comité de pilotage qui fixe les orientations.

§ 2. Le Comité de pilotage est composé des membres suivants :

1. Le Secrétaire général du Ministère ou son délégué,
2. Le directeur général du Budget et des Finances ou son délégué,
3. Le directeur général adjoint du service des Finances,
4. Le directeur général adjoint du service du Budget,
5. Le chef de projet de l'équipe interne,
6. Le Ministre du Budget ou son délégué,
7. Le chef de projet coordinateur de l'équipe interne de la Région wallonne.

§ 3. La présidence est exercée par le Secrétaire général qui convoque et établit l'ordre du jour ».

Art. 5. L'article 5 de l'arrêté du 6 juillet 2007 portant création de l'équipe interne Walcomfin de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. La gestion quotidienne de l'équipe interne pour la Communauté française est assumée par le chef de projet de l'équipe interne, assisté par un chef de projet adjoint de l'équipe interne, désignés par le Gouvernement.

§ 2. Outre les deux emplois visés au § 1^{er}, le personnel de l'équipe interne comprend :

- a) Un niveau 1 (orientation économique ou administrative),
- b) Un (une) secrétaire de direction,
- c) Un niveau 2+ (orientation comptable).

§ 3. Peuvent postuler aux emplois visés au § 2 :

- 1° les agents statutaires ou stagiaires des services du Gouvernement ou des organismes d'intérêt public;
- 2° les membres du personnel contractuel des services du Gouvernement ou des organismes d'intérêt public qui bénéficient d'un contrat à durée indéterminée.

A défaut de candidatures ou de candidatures valables parmi les personnes visées aux 1° et 2°, il peut être fait appel à du personnel recruté à l'extérieur.

Les membres du personnel de l'équipe interne visés au § 2 sont soumis à une période d'essai de six mois.

§ 4. Les membres du personnel de l'équipe interne visés au § 2 sont désignés par le Gouvernement, sur proposition de la commission de sélection.

§ 5. La commission de sélection des agents est présidée par un représentant du Ministre du Budget et des Finances et composée d'un représentant du Ministre - Président, d'un représentant des Ministres Vice-Présidents, d'un représentant du Ministre de la Fonction publique, d'un Inspecteur des Finances et des chefs de projet visés aux articles 4, § 1^{er} et 5, § 1^{er}.

La commission classe les personnes candidates en deux catégories selon qu'elles sont aptes ou pas pour la fonction et transmet son classement motivé au Ministre du Budget et des Finances.

§ 6. Le personnel non visé au paragraphe 2 est désigné par le Gouvernement de la Communauté française, sur proposition du Ministre du Budget. »

Art. 6. L'article 7 de l'arrêté du 6 juillet 2007 portant création de l'équipe interne Walcomfin de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Il est alloué aux membres du personnel de l'équipe interne, qui ne font pas partie du personnel des services du Gouvernement, une allocation tenant lieu de traitement fixée dans les échelles ci-après, applicables au personnel des Ministères :

- Chef de projet : échelle 150/1;
- Chef de projet adjoint : échelle 120/1;
- Juriste et économiste : échelle 100/1;
- Secrétaire de direction : échelle 250/1;

Les membres de personnel de niveau 2+, visés à l'article 5, § 2, bénéficient d'un supplément d'allocation équivalent aux allocations de cabinet prévues pour un membre du personnel d'exécution ou pour un attaché à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement du 13 octobre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement.

§ 2. Les membres du personnel de l'équipe interne bénéficient des traitements intermédiaires correspondant à des échelons d'ancienneté pécuniaire et résultant d'augmentations intercalaires prévues à l'échelle dans laquelle leur allocation tenant lieu de traitement a été fixée. L'ancienneté pécuniaire promérite pouvant leur être accordée correspond à l'ancienneté cumulée qu'ils ont acquise dans le secteur public, majorée, s'il échet, de la durée des prestations accomplies dans le secteur privé à concurrence de six ans maximum.

§ 3. Par décision motivée, dans les limites des crédits budgétaires alloués à l'équipe interne, le Ministre du Budget et des Finances peut majorer les allocations tenant lieu de traitement dont question au présent article.

§ 4. Si cette personne a déjà la qualité d'agent statutaire ou contractuel des services de la Communauté française, respectivement, il est mis à disposition de l'équipe interne et mis en congé de son service ou il obtient une suspension de son contrat pour la durée de sa désignation. Il conserve sa rémunération, augmentée de l'allocation visée au § 5 ci-dessous.

§ 5. Il est accordé aux membres du personnel des services du Gouvernement un supplément d'allocation dont le montant annuel est fixé à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement du 13 octobre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement et déterminé comme suit :

- 1° le chef de projet visé à l'article 5, § 1^{er}, : allocation équivalente à celle prévue pour un chef de cabinet adjoint;
- 2° le chef de projet adjoint visé à l'article 5, § 1^{er}, : allocation équivalente à celle prévue pour un conseiller;
- 3° les agents de niveau 1 visés à l'article 5, § 2, : allocation équivalente à l'allocation de cabinet prévue pour un attaché ou un secrétaire particulier;
- 4° les autres membres du personnel visés à l'article 5, § 2, : allocation équivalente à celle prévue pour un membre de personnel d'exécution ou un attaché.

§ 6. Par décision motivée, dans les limites des crédits budgétaires alloués à l'équipe interne, le Ministre du Budget et des Finances peut majorer ces allocations.

§ 7. Les traitements des agents désignés conformément à l'article 5 sont à charge du budget de la Communauté française ».

Art. 7. L'article 8 de l'arrêté du 6 juillet 2007 portant création de l'équipe interne Walcomfin de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. La situation des agents désignés qui, sans faire partie des services de la Communauté française, appartiennent toutefois à un Ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 1991, à un organisme d'intérêt public, à un établissement d'utilité publique visé dans la loi du 27 juin 1921, à une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou à un établissement d'enseignement subventionné, sera assimilée à un détachement visé à l'article 8, 2° de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat.

- 1° lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient une allocation annuelle complémentaire tenant lieu de traitement qui ne peut toutefois dépasser ni être inférieure à la rétribution majorée des compléments de traitement, primes et indemnités diverses au sens large que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous l'article 7 lui seraient applicables.
- 2° lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient une allocation annuelle tenant lieu de traitement, majorée de l'allocation annuelle prévue à l'article 7 § 5 qui ne peut toutefois dépasser ni être inférieure à la rétribution majorée des compléments de traitement, primes et indemnités diverses au sens large et de l'allocation que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1° lui seraient applicables. »

Art. 8. L'article 9 de l'arrêté du 6 juillet 2007 portant création de l'équipe interne Walcomfin de la Communauté française est abrogé.

Art. 9. L'article 18 de l'arrêté du 6 juillet 2007 portant création de l'équipe interne Walcomfin de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Délégation est accordée au directeur général du Budget et des Finances, pour engager et approuver toute dépense imputable aux allocations de base du programme 9 de la Division organique 11 du budget général des dépenses de la Communauté française. »

Art. 10. L'article 22 de l'arrêté du 6 juillet 2007 portant création de l'équipe interne Walcomfin de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Le Ministre du Budget prend les mesures utiles en vue de la mise à disposition de locaux, de bureaux et de mobilier nécessaires au bon fonctionnement de l'équipe interne. »

Art. 11. Il est inséré un article 23bis dans l'arrêté du 6 juillet 2007 portant création de l'équipe interne Walcomfin de la Communauté française rédigé comme suit :

« Article 23bis. - § 1^{er}. En vue de l'octroi des indemnités pour frais de séjour et en matière de frais de parcours, l'assimilation des membres du personnel de l'équipe interne aux grades de la hiérarchie administrative est établie comme suit :

- chef de projet : fonctionnaire de rang 150/1;
- chef de projet adjoint : fonctionnaire de rang 120/1;
- Niveau 1 : fonctionnaires de rang 100/1;
- secrétaire et gradué en comptabilité : fonctionnaires de rang 250/1 lié à l'échelle barémique leur attribuée.

§ 2. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour est octroyée aux membres du personnel de l'équipe interne en remplacement des chèques repas.

Le montant annuel de cette indemnité équivaut à celui fixé dans l'article 22, § 2, de l'arrêté du Gouvernement du 13 octobre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement compte tenu des assimilations suivantes :

- chef de projet : chef de cabinet adjoint;
- chef de projet adjoint : conseiller;
- autres membres du personnel : attaché ou personnel d'exécution.

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être payée à due concurrence en cas de prestation à temps partiel.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas trente jours calendrier.

§ 3. Les membres du personnel de l'équipe interne peuvent bénéficier d'un abonnement sur un moyen de transport en commun ou, par dérogation, de sa contre-valeur financière moyennant, dans ce dernier cas, une autorisation particulière, délivrée par le Ministre du Budget et des Finances et mentionnant les motifs de la dérogation.

La classe de l'abonnement est déterminée par le grade dont le membre du personnel est revêtu.

Cette mesure ne peut avoir pour effet de le ranger dans une classe d'abonnement inférieure à celle dont il bénéficie dans son administration d'origine.

§ 4. Le chef de projet est autorisé à utiliser son véhicule à moteur personnel pour ses déplacements de service dans les conditions prévues pour les membres du personnel des Services du Gouvernement.

§ 5. Dans les limites des crédits budgétaires de l'équipe interne, le Ministre du Budget et des Finances fixe le contingent kilométrique individuel à octroyer annuellement aux autres membres du personnel de la cellule qui peuvent être autorisés à utiliser leur véhicule à moteur personnel pour les besoins du service dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur pour les fonctionnaires auxquels ils sont assimilés. Ce contingent ne peut toutefois dépasser 12 000 km par an par bénéficiaire. Le remboursement ne peut intervenir que sur présentation d'une déclaration de créance mensuelle appuyée des pièces justificatives attestant les déplacements effectués pour les besoins du service.

§ 6. Les modalités d'acquisition et d'utilisation des véhicules de fonction et de service, les modalités d'intervention dans les frais d'abonnement au réseau de téléphonie fixe et mobile, de télécopie et d'Internet et les frais de communication des membres du personnel de l'équipe interne sont réglées par la circulaire du Gouvernement relative à l'arrêté du Gouvernement du 13 octobre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement.

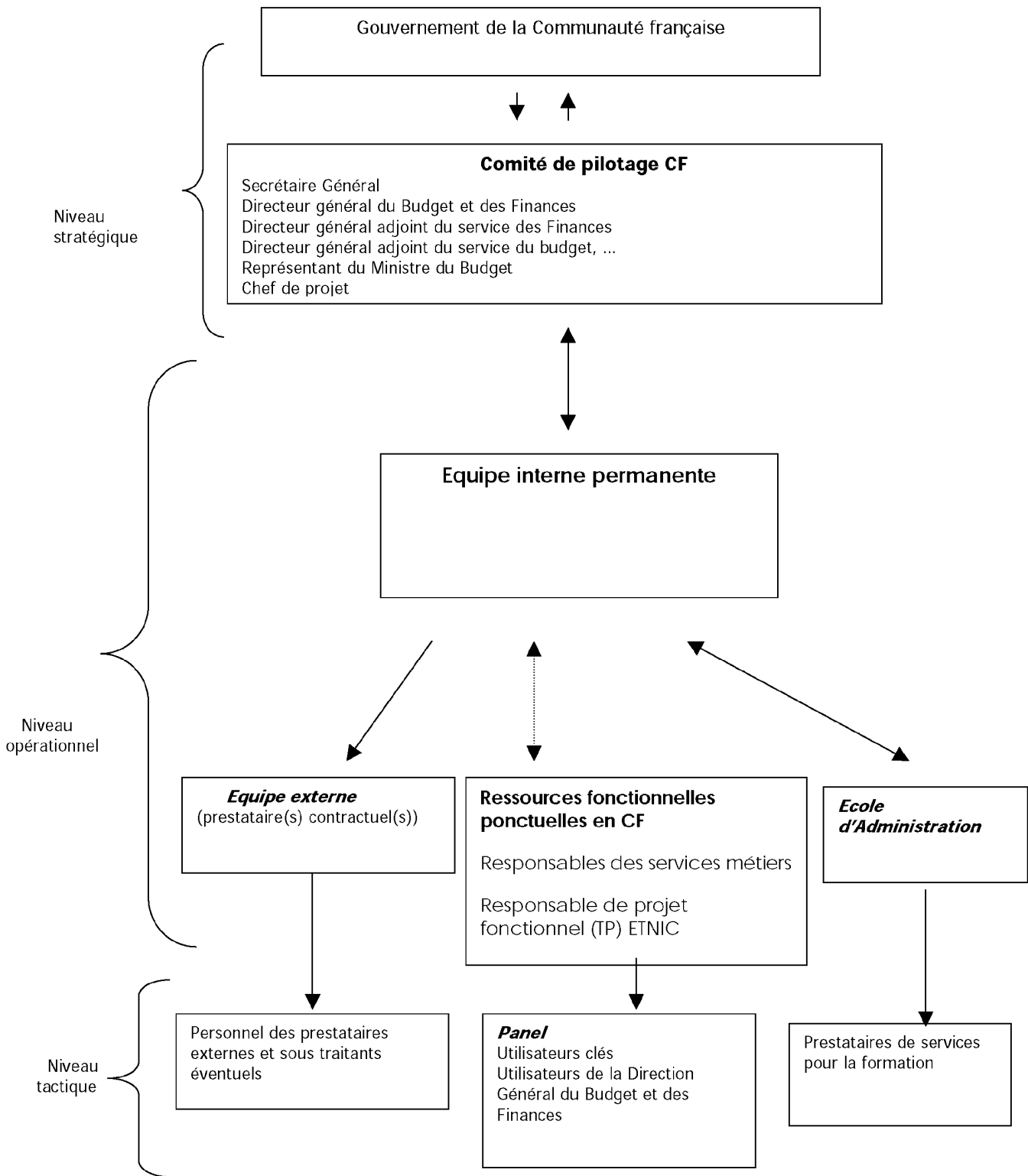
Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2009, et le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mai 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget et de la fonction publique,
M. DAERDEN

ORGANIGRAMME DE LA STRUCTURE DE PROJET



VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2973

[C — 2009/29449]

27 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juli 2007 houdende oprichting van het interne Walcomfin-team van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 87, § 1;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op artikel 50, § 2, en 71;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 maart 2009 houdende, wat de Franse Gemeenschap betreft, uitstel van de inwerkingtreding - op 1 januari 2010 - van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 oktober 2006 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 mei 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken van 27 mei 2009;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de gemeenschappelijke beleidsverklaring die voorziet in de invoering van één enkel boekhoudkundig en begrotingsmodel met de implicaties ervan op informaticagebied;

Gelet op de vordering van de voorbereidende werkzaamheden inzake de hervorming van de overheidsboekhouding, Walcomfin-project genoemd, en op de overeenstemming ervan met de voornaamste regels van het Europees Stelsel van nationale en regionale rekeningen van de Commissie (ESR);

Gelet op de verplichting om statistieken en rekeningen op te stellen volgens de ESR-methodologie en op de noodzaak om de rapportering ervan te automatiseren;

Gelet op de volgende inwerkingtreding van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen van de nieuwe overheidsboekhouding op 1 januari 2010;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de opdrachten van de Walcomfin-cel te bepalen en bij te werken met het oog op een interne omkaderingscel voor de coördinatie van de toepassing van deze nieuwe boekhouding en op het beschikbaar maken van personeel en middelen;

Gelet op de beslissing van de Interministeriële Conferentie Begroting Financiën van 12 december 2008 over het ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van het boekhoudplan van toepassing op de Federale Staat en de deelstaten, bevestigd door de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 2009 betreffende de aanstelling van de leden van de Commissie voor overheidsboekhouding;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het tweede lid van artikel 1 van het besluit van 6 juli 2007 houdende oprichting van het interne Walcomfin-team van de Franse Gemeenschap, wordt vervangen als volgt :

« De cel wordt onder het gezag van het Sturingscomité bedoeld in artikel 4 geplaatst. »

Art. 2. Het organogram bedoeld in artikel 2 van het besluit van 6 juli 2007 houdende oprichting van het interne Walcomfin-team van de Franse Gemeenschap, wordt vervangen door dat opgenomen in bijlage.

Art. 3. Artikel 3 van het besluit van 6 juli 2007 houdende oprichting van het interne Walcomfin-team van de Franse Gemeenschap, wordt vervangen als volgt :

« De coördinerend projectleider brengt periodiek verslag uit over de uitvoering van de opdrachten aan de beslissingsorganen van het project en elk halfjaar aan de Minister van Begroting en Financiën. »

Art. 4. Artikel 4 van het besluit van 6 juli 2007 houdende oprichting van het interne Walcomfin-team van de Franse Gemeenschap, wordt vervangen als volgt :

« § 1. Het interne team, wat de Franse Gemeenschap betreft, staat onder de leiding van de coördinerend projectleider van het interne team van het Waals Gewest, onder het gezag van het Sturingscomité dat de oriëntaties bepaalt :

§ 2. Het Sturingscomité is samengesteld als volgt :

1. De secretaris-generaal van het Ministerie of zijn afgevaardigde;
2. De directeur-generaal van Begroting en Financiën of zijn afgevaardigde;
3. De adjunct-directeur-generaal van de dienst Financiën;
4. De adjunct-directeur-generaal van de dienst Begroting;

5. De projectleider van het interne team;
6. De Minister van Begroting of zijn afgevaardigde;
7. De coördinerend projectleider van het interne team van het Waals Gewest.

§ 3. Het voorzitterschap wordt waargenomen door de Secretaris-generaal die het Comité bijeenroep en de agenda bepaalt.”

Art. 5. Artikel 5 van het besluit van 6 juli 2007 houdende oprichting van het interne Walcomfin-team van de Franse Gemeenschap, wordt vervangen als volgt :

« § 1. Het dagelijks bestuur van het interne team voor de Franse Gemeenschap wordt gevoerd door de projectleider van het interne team, bijgestaan door een adjunct-projectleider van het interne team, die door de Regering worden aangesteld.

§ 2. Naast de twee betrekkingen bedoeld in § 1, bevat het personeel van het interne team :

- a) een niveau 1 (economische of administratieve oriëntatie);
- b) een directiesecretaris (secretaresse);
- c) een niveau 2+ (boekhoudkundige oriëntatie)

§ 3. Kunnen naar de betrekkingen bedoeld in § 2 solliciteren :

- 1° de vast benoemde of stagedoende personeelsleden van de diensten van de Regering of van de instellingen van openbaar nut;
- 2° de contractuele personeelsleden van de diensten van de Regering of van de instellingen van openbaar nut die een overeenkomst met onbepaalde duur hebben.

Bij gebrek aan kandidaatstellingen of aan kandidaatstellingen die gelden onder de personen bedoeld in 1° en 2°, kan een beroep gedaan worden op het personeel aangeworven buiten de diensten.

De personeelsleden van het interne team bedoeld in § 2 ondergaan een proefperiode van zes maanden.

§ 4. De personeelsleden van het interne team bedoeld in § 2 worden door de Regering aangesteld, op voorstel van de Selectiecommissie.

§ 5. De Selectiecommissie van de personeelsleden wordt voorgezeten door een vertegenwoordiger van de Minister van Begroting en Financiën en bestaat uit een vertegenwoordiger van de Minister-President, een vertegenwoordiger van de Viceminister-Presidenten, een vertegenwoordiger van de Minister van Ambtenarenzaken, een Inspecteur van Financiën en de projectleiders bedoeld in de artikelen 4, § 1 en 5, § 1.

De commissie brengt de kandiderende personen in twee categorieën onder naar gelang ze al dan niet geschikt zijn voor het ambt en deelt zijn met redenen omklede rangschikking mee aan de Minister van Begroting en Financiën.

§ 6. Het personeel niet bedoeld in § 2 wordt aangesteld door de Regering van de Franse Gemeenschap, op de voordracht van de Minister van Begroting”.

Art. 6. Artikel 7 van het besluit van 6 juli 2007 houdende oprichting van het interne Walcomfin-team van de Franse Gemeenschap, wordt vervangen als volgt :

« § 1. Er wordt aan de personeelsleden van het interne team die geen deel uitmaken van het personeel van de diensten van de Regering, een als wedde geldende toelage toegekend die vastgesteld is in de volgende weddeschalen toegepast op het personeel van de Ministeries :

- Projectleider : weddeschaal 150/1;
- Adjunct-projectleider : weddeschaal 120/1;
- Jurist en econoom : weddeschaal 100/1;
- Directiesecretaris : weddeschaal 250/1.

De personeelsleden van niveau 2+ bedoeld in artikel 5, § 2, genieten een supplement van toelage gelijkwaardig aan de kabinetstoelagen voorzien voor een uitvoerend personeelslid of voor een attaché bedoeld in artikel 12 van het besluit van de Regering van 13 oktober 2006 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering.

§ 2. De personeelsleden van het interne team ontvangen tussenwedden die overeenstemmen met trappen van geldelijke anciënniteit en die voortvloeien uit tussentijdse verhogingen bepaald in de schaal waarin haar als wedde geldende toelage is vastgesteld. De verworven geldelijke anciënniteit die hem kan worden toegekend, wordt berekend volgens de anciënniteitsjaren die zij in de overheidssector verworven hebben, in voorkomend geval, vermeerderd met de duur van de prestaties verricht in de privésector ten belope van hoogstens zes jaar.

§ 3. Bij een met redenen omklede beslissing, kan de Minister van Begroting en Financiën, binnen de perken van de aan het interne team toegekende begrotingskredieten, de als wedde geldende toelagen bedoeld in dit artikel verhogen.

§ 4. Indien deze persoon reeds de hoedanigheid geniet van vast benoemd of contractueel personeelslid van de diensten van de Franse Gemeenschap, wordt hij, respectief, ter beschikking gesteld van het interne team en uit zijn dienst gedetacheerd of bekomt hij een schorsing van zijn arbeidsovereenkomst voor de duur van de aanwijzing. Hij behoudt zijn bezoldiging, vermeerderd met de toelage bedoeld in § 5 hierna.

§ 5. Er wordt aan de personeelsleden van de diensten van de Regering een supplement van toelage toegekend waarvan het jaarlijks bedrag vastgesteld wordt in artikel 12 van de Regering van 13 oktober 2006 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering en bepaald als volgt :

- 1° de projectleider bedoeld in artikel 5, § 1 : een toelage gelijkwaardig aan deze bedoeld voor een adjunct-kabinetschef;
- 2° de adjunct-kabinetschef bedoeld in artikel 5, § 1 : een toelage gelijkwaardig aan deze bedoeld voor een adviseur;
- 3° de personeelsleden van niveau 1 bedoeld in artikel 5, § 2 : een toelage gelijkwaardig aan de kabinetstoelage bedoeld voor een attaché of een bijzonder secretaris;
- 4° de andere personeelsleden bedoeld in artikel 5, § 2 : een toelage gelijkwaardig aan deze bedoeld voor een uitvoerend personeelslid of een attaché;

§ 6. Bij een met redenen omklede beslissing, kan de Minister van Begroting en Financiën, binnen de perken van de aan het interne team toegekende begrotingskredieten, deze toelagen verhogen.

§ 7. De wedden van de personeelsleden aangesteld overeenkomstig artikel 5 vallen ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap.”

Art. 7. Artikel 8 van het besluit van 6 juli 2007 houdende oprichting van het interne Walcomfin-team van de Franse Gemeenschap, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 8. De geldelijke toestand van de aangestelde personeelsleden, die zonder deel uit te maken van de diensten van de Franse Gemeenschap, ressorteren evenwel onder een Ministerie, een Rijksdienst, een andere openbare dienst, een overheidsbedrijf bedoeld in de wet van 21 maart 1991, een instelling van openbaar nut, een inrichting van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht krachtens artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen of een gesubsidieerde onderwijsinstelling, zal gelijkgesteld worden aan een tijdelijke functie bedoeld in artikel 8, 2^o, van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen.

1^o indien de werkgever bereid is de wedde te blijven betalen, krijgt de betrokkene een als wedde geldende bijkomende jaarlijkse toelage, die evenwel noch hoger noch lager mag zijn dan de wedde, vermeerderd met de bijkomende wedden, premies en vergoedingen in ruime zin die de betrokkene zou genieten indien de onder artikel 7 bedoelde bepalingen op hem van toepassing zouden zijn;

2^o indien de werkgever de betaling van de wedde opschort, krijgt de betrokkene een als wedde geldende jaarlijkse toelage, vermeerderd met de jaarlijkse toelage bedoeld in artikel 7, § 5, die evenwel noch hoger noch lager mag zijn dan de wedde, vermeerderd met de bijkomende wedden, premies en vergoedingen in ruime zin en de toelage die de betrokkene zou genieten indien de onder 1^o bedoelde bepalingen op hem van toepassing zouden zijn. »

Art. 8. Artikel 9 van het besluit van 6 juli 2007 houdende oprichting van het interne Walcomfin-team van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 9. Artikel 18 van het besluit van 6 juli 2007 houdende oprichting van het interne Walcomfin-team van de Franse Gemeenschap, wordt vervangen als volgt :

« Er wordt aan de Directeur-generaal van Begroting en Financiën delegatie verleend om elke uitgave vast te leggen en goed te keuren die aanrekenbaar is op basisallocaties van programma 9 van de organisatieafdeling 11 van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap. »

Art. 10. Artikel 22 van het besluit van 6 juli 2007 houdende oprichting van het interne Walcomfin-team van de Franse Gemeenschap, wordt vervangen als volgt :

« De Minister van Begroting treft alle nuttige maatregelen om de lokalen, de bureaus en het meubilair noodzakelijk voor de werking van het interne team ervoor beschikbaar te maken. »

Art. 11. In het besluit van 6 juli 2007 houdende oprichting van het interne Walcomfin-team van de Franse Gemeenschap wordt een artikel 23bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 23bis, § 1. Met het oog op de toekenning van vergoedingen voor verblijf- en vervoerkosten wordt de gelijkstelling van de personeelsleden van het interne team met de graden van de administratieve hiërarchie vastgesteld als volgt :

- projectleider : ambtenaar van de rang 150/1;
- adjunct-projectleider : ambtenaar van de rang 120/1;
- niveau 1 : ambtenaren van de rang 100/1;
- secretaris en gegradueerde boekhouding : ambtenaren van de rang 250/1 gebonden aan de hen toegekende baremaschaal.

§ 2. Een vaste jaarlijkse vergoeding voor verblijfkosten wordt toegekend aan de personeelsleden van het interne team ter vervanging van maaltijdcheques.

Het jaarlijks bedrag van deze vergoeding is gelijk aan dat vastgesteld in artikel 22, § 2, van het besluit van de Regering van 13 oktober 2006 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering gelet op de volgende gelijkstellingen :

- projectleider : adjunct-kabinetschef;
- adjunct-projectleider : adviseur;
- andere personeelsleden : attaché of uitvoerend personeelslid.

De vergoeding is voor elke maand op vervallen termijn verschuldigd en kan worden berekend in verhouding tot een deeltijdse prestatie.

De vergoeding wordt behouden gedurende de afwezigheden die niet langer zijn dan dertig kalenderdagen.

§ 3. De personeelsleden van het interne team kunnen een abonnement krijgen op een gemeenschappelijk vervoermiddel of, bij wijze van afwijkingsmaatregel, zijn financiële tegenwaarde krijgen, mits, in dit laatste geval, een bijzondere toelating afgeleverd door de Minister van Begroting en Financiën, waarbij de redenen voor de afwijking worden vermeld.

De klas van het abonnement wordt bepaald door de graad waarmee het personeelslid bekleed is.

Die maatregel mag niet tot gevolg hebben dat het gerangschikt wordt in een abonnementsklasse die lager is dan deze die hij geniet in de administratie waaruit hij afkomstig is.

§ 4. De projectleider wordt ertoe gemachtigd zijn persoonlijke voertuig te gebruiken voor zijn dienstreizen in de voorwaarden bepaald voor de personeelsleden van de diensten van de Regering.

§ 5. Binnen de perken van de begrotingskredieten van het interne team, stelt de Minister van Begroting en Financiën het individuele kilometercontingent vast dat jaarlijks toe te kennen is aan de andere personeelsleden van de cel die kunnen worden toegelaten om hun persoonlijke motorvoertuig te gebruiken voor de behoeften van de dienst onder de voorwaarden bepaald in de regelgeving die van toepassing is op de ambtenaren waarmee ze gelijkgesteld worden. Dat contingent mag evenwel niet meer dan 12 000 km per jaar per rechthebbende bedragen. De terugbetaling kan slechts gebeuren na voorlegging van een maandelijks schuldvorderingsaangifte samen met de bewijsstukken die getuigen van de reizen uitgevoerd voor de behoeften van de dienst.

§ 6. De nadere regels voor de aankoop en het gebruik van functie- en dienstwagens, de nadere regels voor de tegemoetkoming in de kosten voor abonnement op het netwerk voor vaste en mobiele telefonie, telefax en internet en de communicatiekosten van de personeelsleden van het interne team worden geregeld door de omzendbrief van de Regering betreffende het besluit van de Regering van 13 oktober 2006 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2009, en de Minister van Begroting wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Begroting en Ambtenarenzaken,
M. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 2974

[C — 2009/29420]

18 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française approuvant le dossier de référence de la section "Technicien en construction et travaux publics" (code 322022S20D1) classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de l'enseignement de promotion sociale de régime 1

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 137;

Vu l'avis du 3 mars 2009 de la Cellule de consultation réunie en application de l'article 75 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale du 6 mars 2009;

Sur proposition du Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de promotion sociale,

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier de référence de la section intitulée "Technicien en construction et travaux publics" ainsi que les dossiers de référence des unités de formation constitutives de cette section sont approuvés.

Cette section est classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur.

Les unités de formation constitutives de la section sont classées au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de transition à l'exception de l'épreuve intégrée classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de qualification.

Art. 2. La transformation progressive des structures existantes concernées commence au plus tard le 1^{er} janvier 2011.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2009.

Art. 4. Le Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 juin 2009.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2974

[C — 2009/29420]

18 JUNI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het referatiedossier van de afdeling "Technicus bouwkunde en openbare werken" (code 322022S20D1) die ressorteert onder het hoger secundair onderwijs van het Onderwijs voor Sociale Promotie van stelsel 1

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 137;

Gelet op het advies van 3 maart 2009 van de Raadplegingcel bijeengekomen bij toepassing van artikel 75 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het advies van de Overlegcommissie van het Onderwijs voor Sociale Promotie van 6 maart 2009;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,

Besluit :

Artikel 1. Het referatiedossier van de afdeling "Technicus bouwkunde en openbare werken" alsmede de referatiedossiers van de vormingseenheden waaruit die afdeling bestaat, worden goedgekeurd.

Die afdeling ressorteert onder het niveau van het hoger secundair onderwijs.

De vormingseenheden waaruit die afdeling bestaat, ressorteren onder het niveau van het hoger secundair overgangsonderwijs, met uitzondering van de geïntegreerde proef die ressorteert onder het niveau van het hoger secundair kwalificatieonderwijs.